

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BASF Agri-Production

Port 7502
7502 Rue du Vieux Chemin de Loon
59820 Gravelines

Références : -
Code AIOT : 0007001117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement BASF Agri-Production implanté Port 7502 7502 Route du Vieux Chemin de Loon 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2026. Elle porte sur le respect des prescriptions de l'arrêté du 04/10/10 et de l'arrêté du 03/10/10 relatifs à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASF Agri-Production

- Port 7502 7502 Route du Vieux Chemin de Loon 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0007001117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site BASF AGRI-PRODUCTION-Gravelines, Seveso seuil haut, est implanté dans le département du Nord sur la commune de Gravelines. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 16 avril 2018 modifié. Le site est spécialisé dans la formulation, le conditionnement, le stockage et la distribution d'herbicides liquides sélectifs destinés à l'agriculture. Le site comprend principalement :

- 3 ateliers de formulation,
- 4 lignes de conditionnement,
- 3 laboratoires (contrôle qualité, détection de contaminations croisées, et développement)
- un magasin de stockage de matières premières,
- un magasin de stockage de produits finis,
- un magasin de stockage de bidons vides,
- un magasin de stockage de cartons
- une cellule de stockage de produits finis inflammables,
- un bâtiment de stockage de matières premières liquides en fûts avec une partie fondoir,
- des aires extérieures de stockage en fûts et cubitainers (matières premières inflammables et non inflammables),
- une aire de stockage en vrac dite tank-farm,
- une station de traitement des eaux,
- une chaufferie.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Vieillissement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Recensement et modalité de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.1 à 29.3	Demande de justificatif à l'exploitant	
6	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Recensement des ouvrages	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application	Arrêté Ministériel du 03/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	démarche PM2I (rés. LI)	article 1-I	
3	Réservoirs aériens cylindriques verticaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.1	Sans objet
4	Modalités de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2	Sans objet
5	Recensement des tuyauteries et des capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a recensé les équipements soumis au PMII et a mis en place un suivi. Au regard des différents documents présentés en séance, il ressort que :

- les rapports établis à la suite des visites externes détaillées mériteraient d'être plus précis sur la nature des contrôles effectués et ce afin d'améliorer la traçabilité,
- des incohérences minimales ont pu être relevées entre les plans d'inspections, le fichier recensement et la procédure "Plan de modernisation du site de Gravelines" .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application démarche PM2I (rés. LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques 1436 et 4331, il est donc soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/10.</p> <p>L'arrêté ministériel du 03/10/10 s'applique donc aux réservoirs aériens visés par l'article 29.</p> <p>L'exploitant a recensé les équipements soumis au PMII et dispose d'un fichier informatique « recensement PMII ».</p> <p>Une procédure "Plan de modernisation du site de Gravelines" (version n°5 - 05/03/26) a été présentée. Cette procédure a pour objet de définir tous les contrôles, inspections, suivis et tests réalisés sur les équipements concernés par le plan de modernisation des installations.</p> <p>Le service HSE est chargé de la mise à jour de ce fichier et notamment via la procédure relative à la gestion des modifications.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Recensement et modalité de suivi des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.1 à 29.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, visite de routine et externe détaillée</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29.1</p> <p>Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection. <p>29.2</p> <p>Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29.3</p> <p>Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ; - une inspection visuelle de l'assise ; - une inspection de la soudure entre la robe et le fond ; - un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ; - une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ; - l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;

- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. « Cette échéance est également compatible avec les échéances de maintenance des accessoires présents sur le réservoir lorsque ces opérations de maintenance sont nécessaires pour garantir l'intégrité du réservoir ou son exploitation de manière sûre. » Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

Constats :

L'exploitant a réalisé le recensement des réservoirs soumis au PMII. Sur la base du fichier transmis, il ressort que 4 réservoirs ont été identifiés comme étant soumis au PMII au titre de l'arrêté ministériel du 03/10/2010. Il s'agit des 4 réservoirs présents au niveau du Tank-Farm (zone 14). A noter que lors de la précédente visite de l'Inspection sur cette thématique, 5 réservoirs avaient été recensés. Pour justifier cette différence, l'exploitant a indiqué qu'un réservoir n'était plus affecté au stockage de liquides inflammables.

Ces éléments sont cohérents avec les éléments figurants dans l'étude de dangers (juin 2025 - non instruite à ce jour) et dans la procédure "plan de modernisation du site de Gravelines".

Par sondage, le fichier du réservoir 110.112 a été regardé. Des informations présentes dans le dossier initial ou le plan d'inspection, on peut voir qu'il s'agit d'un réservoir de 40 m³ en inox et horizontal. Il date de 1989, il ne comporte pas de calorifugeage. Il stocke actuellement un solvant utilisé dans le cadre du mélange des matières premières.

Le plan d'inspection, établi par l'APAVE après transmission d'un projet par l'exploitant, précise les actions à réaliser en visite de routine et en visite externe détaillée. De manière générale, les plans d'inspection des réservoirs prennent en compte leur spécificité comme la présence de calorifugeage ou le fait que les réservoirs soient horizontaux. Le plan d'inspection est daté du 23/07/2020 et les réservoirs qui y sont recensés ne correspondent plus totalement à la situation sur le terrain.

Le réservoir 110.112 n'est pas soumis à une visite hors exploitation détaillée.

La dernière visite de routine a été réalisée en interne le 09/12/2025 et n'a pas fait l'objet de remarque particulière. La visite de routine précédente avait été réalisée le 11/12/2024 et n'avait pas fait l'objet de remarque. Dans le cadre de la visite de routine des réservoirs, l'opérateur doit vérifier l'absence de traces de corrosion au niveau des berceaux et fixations/ancrage.

Le rapport (15/07/2025) de visite externe détaillée réalisée par l'APAVE le 12/05/2025 a fait l'objet de remarque tout en indiquant que le réservoir pouvait être exploité jusqu'à la prochaine exploitation (cf. avis favorable sous condition). Le rapport de l'APAVE reprend les différents points de contrôles vérifiés dont les mesures d'épaisseur.

A noter que la remarque émise par l'APAVE dans son rapport précité ne concerne pas le réservoir en tant que tel mais son massif. En effet, l'APAVE édite le même rapport pour la visite du réservoir et du massif. La remarque concernait les 2 berces et l'ancrage qui nécessitaient d'être sablés et remis en peinture. Les travaux à réaliser et leur suivi ont été renseignés dans le logiciel SAP. Ceux-ci ont été réalisés par une société extérieure (18/07/2025). La visite de terrain a permis de constater la réalisation des travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1: il convient lors des prochaines visite de routine d'être plus précis dans les "check liste d'inspections" afin de bien différencier le contrôle effectué dans le cadre du suivi du réservoir et

celui effectué dans le cadre du suivi du massif (cf. article 6 de l'arrêté ministériel du 04/10/10)

Demande 2 : il convient de mettre en cohérence, sous 2 mois, les équipements recensés dans le plan d'inspection avec le fichier informatique « recensement PMII » et la procédure "plan de modernisation du site de Gravelines".

Demande 3 : il convient de justifier, sous 2 mois, la raison pour laquelle aucune remarque ne figure sur la fiche de visite de routine du 11/12/2024 au niveau de la ligne berceaux et fixations/ancrages alors que le rapport relatif à la visite externe détaillée réalisée 6 mois après a émis 2 remarques relatives aux berces et ancrages de ce réservoir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 3 : Réservoirs aériens cylindriques verticaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Recensement

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Constats :

L'exploitant a établi le fichier « recensement PMII » qui recense les différents réservoirs présents soumis à l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

3 réservoirs aériens cylindriques verticaux sont recensés (T3010, T7510 et T7610). Ce recensement est cohérent avec les éléments présents dans l'EDD (juin 2025 - non instruite à ce jour) et la procédure "plan de modernisation du site de Gravelines". .

Les 2 réservoirs T7510 (250 m³ - H411) et T7610 (250 m³ - H400, H410) sont soumis à la visite externe détaillée hors exploitation mais ceux-ci ont été mis en service respectivement en 2022 et 2024, il n'y a donc pas encore eu de visite externe détaillée hors exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Modalités de suivi des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, visite de routine et externe détaillée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le réservoir T3010 a été changé en 2018. Auparavant il était en plastique mais l'exploitant n'arrivant pas à connaître la durée de vie de celui-ci, il a pris la décision de le changer et de le remplacer par un réservoir inox calorifugé. Ce réservoir, d'une capacité de 40 m³, est donc selon les documents présentés en acier inoxydable, à fond conique et calorifugé.</p> <p>Le plan d'inspection du réservoir T3010 a été regardé en séance. Il a été établi par l'APAVE le 14/09/2020 après transmission d'une première version par l'exploitant.</p> <p>La dernière visite annuelle de routine, réalisée en interne, a été réalisée le 09/12/2025. Aucune remarque n'a été formulée.</p> <p>Le rapport établi par l'APAVE suite à la visite réalisée le 12/05/2025 et relatif à la visite externe détaillée du réservoir T3010 a été visualisé en séance. L'APAVE émet un avis favorable suite à sa visite.</p> <p>La visite de terrain a porté sur les réservoirs 7510 et 7610 (cf point de contrôle n°3). Visuellement, ces 2 réservoirs ne sont pas dégradés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Recensement des tuyauteries et des capacités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement des tuyauteries et capacités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou

mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou

4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou

5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

L'exploitant n'a pas identifié de capacité à suivre au titre du PMII. Les capacités présentes sur site correspondent aux cuves de formulations présentes dans les ateliers qui sont sur rétentions. L'exploitant a mis en place, comme demandé lors de la visite de 2015, un suivi des rétentions des ateliers. Il s'agit d'un contrôle visuel annuel. Par courriel du 23/03/2025, l'exploitant a transmis la check-list relative aux rétentions des ateliers. Le dernier contrôle a été réalisé le 05/02/2026 par du personnel BASF pour les 3 ateliers de formulation (Noval, Stomp et IMI). Une observation a été inscrite pour la rétention de l'atelier IMI : "réparation bordure mais reste résine à réaliser". Il est indiqué sur le document qu'un devis a été réalisé et l'exploitant est dans l'attente d'une intervention d'une société extérieure.

L'exploitant a recensé les tuyauteries 8, 9, 13 et 14. Les n° de ces tuyauteries correspondent à leur n° SAP. La procédure "plan de modernisation du site de Gravelines" reprend les tuyauteries dans les n° SAP. il donc difficile de bien identifier les tuyauteries.

Il s'agit notamment des tuyauteries qui vont de la zone Tank-Farm ou du fondoir aux ateliers de formulation et des ateliers de formulation vers le réservoir d'effluent (T3010).

Le recensement des tuyauteries est réalisé via la procédure de gestion des modifications établie dans le cadre du SGS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque 1 : il serait souhaitable de mieux identifier les tuyauteries (cf. il est difficile en 1^{ère}

lecture de pouvoir bien identifier la tuyauterie et notamment au niveau des tuyauteries 13 et 14).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi des tuyauteries et capacités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan d'inspection a été réalisé par l'APAVE (03/03/2026) après transmission des éléments nécessaires par l'exploitant. Les modalités de contrôle y sont définies. Une visite est réalisée tous les 12 ans par un organisme extérieur. Le suivi de l'échéance est reporté dans l'outil de suivi informatique (SAP). Par ailleurs, dans le cadre de la veille réglementaire une vérification annuelle du respect des échéances est réalisée.</p> <p>Les tuyauteries sont acier inoxydable 316 L et calorifugées.</p> <p>Un contrôle visuel est réalisé par le rondier afin de détecter les absences de fuite.</p> <p>Le rapport établi par l'APAVE (12/01/2026) faisant suite à la dernière visite externe pour les lignes 8-9 et 13 a été transmis (courriel du 23/03/2026). Ce rapport reprend un état descriptif de la tuyauterie dans lequel il est précisé que le groupe fluide est 1 et que le DN est de 80. On peut voir dans ce rapport que des mesures d'épaisseur ont été réalisées, qu'aucune dégradation visuelle n'a été constatée sur la ligne 8 et les éléments inspectés. En synthèse, l'APAVE indique que la tuyauterie peut être maintenue en service jusqu'à la prochaine échéance réglementaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 4: A la lecture du rapport établi par l'APAVE, celui-ci laisse penser (cf. page 5) que seule la tuyauterie 8 a fait l'objet d'un contrôle visuel. Il conviendra de confirmer, sous 2 mois, que toutes les tuyauteries ont fait l'objet d'un contrôle par l'APAVE.</p> <p>Remarque 2: l'état descriptif "tuyauterie" et notamment les lignes "Venant de et allant vers" mériteraient d'être semblables à la description figurant dans le plan d'inspection (page 3 et 4). En première lecture, il est difficile d'identifier si toutes les tuyauteries ont fait l'objet d'une inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Recensement des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement des Massifs et cuvettes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. <p>[...] L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié les massifs de réservoirs, cuvettes de rétention et les structures supportant les tuyauteries à suivre dans le cadre de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Comme en 2015, l'exploitant indique ne pas être concerné par le suivi des caniveaux en béton et les fosses humides.</p> <p>Le recensement présent dans le fichier informatique "recensement PMII" diffère de celui présent au niveau de la procédure "Plan de modernisation du site de Gravelines" pour les massifs des réservoirs "Luximo" (T7510 et 7610).</p> <p>L'exploitant a établi un plan de surveillance pour les massifs et les cuvettes de rétention en date du 25/02/2015. La liste des massifs et cuvettes figurant dans ce plan ne correspond plus à la situation actuelle.</p> <p>Il indique que ces rétentions sont de catégorie II. Une visite annuelle est réalisée en interne. Or, le fichier de "recensement PMII" indique aussi qu'il est nécessaire de faire une visite tous les 5 ans.</p> <p>L'exploitant a transmis (24/03/26) la fiche d'inspection de la cuvette de rétention associée aux réservoirs 7520 et 7610. Cette visite date du 06/10/2025 et n'a pas fait l'objet de remarque. La classe d'état de l'ouvrage à l'issue de la visite n'est pas précisée.</p> <p>Pour ce qui est des massifs, le rapport de l'APAVE (15/07/2025) relatif à la visite externe détaillée du réservoir T112 précise les points de contrôles examinés dans le cadre du contrôle du massif. En revanche, l'attestation d'inspection ne porte que sur le réservoir.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 5</u> : il convient de mettre en adéquation, sous 2 mois, la liste des massifs et cuvette</p>

recensés dans le plan d'inspection et le fichier informatique "recensement PMII" et la procédure «plan de modernisation du site de Gravelines».

Demande 6 : il convient de modifier, sous 2 mois, la périodicité requise des visites pour les rétentions dans le fichier «"recensement PMII"».

Demande 7 : les fiches de contrôles des rétentions doivent préciser la classe d'état de l'ouvrage à l'issue de la visite. La fiche de contrôle devra être modifiée pour la prochaine visite.

Demande 8 : pour le suivi des massifs des réservoirs, il convient d'être plus précis dans la réalisation des contrôles effectués. Il est difficile de bien identifier les points de contrôles associés à la vérification des massifs des réservoirs. Si ceux-ci sont contrôlés en même temps que le réservoir, la fiche de contrôle doit identifier clairement les points regardés dans le cadre du contrôle des massifs.

Demande 9: le rapport de l'APAVE en lien avec le contrôle du massif associé au réservoir doit préciser dans l'attestation d'inspection que le massif a été contrôlé.

Remarque 3 : il convient d'être attentif à la dénomination des équipements afin que les noms figurant dans les différents fichiers soient identiques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois